



SNUipp-Guyane

Bât F n°24 – Cité Mont-Lucas – 97300 Cayenne
Tél : 05 94 30 89 84 ou 05 94 30 13 52
Fax : 05 94 30 51 03 – E mail : snu973@snuipp.fr
Site web : <http://973.snuipp.fr>



Salaires, emplois, conditions de travail, retraite...

Grève le 20 novembre

Double appel unitaire : celui des organisations syndicales de la Fonction publique et celui des fédérations de l'Education Nationale.

Les fédérations de l'éducation nationale dénoncent une politique gouvernementale qui va à l'encontre de la réussite de tous les jeunes. Avec **11 200 suppressions de postes à la rentrée 2008**, s'ajoutant aux milliers de suppressions de ces dernières années et à la **précarisation croissante dans l'éducation**, une nouvelle étape est franchie dans la dégradation du service public d'éducation. La formule du premier Ministre annonçant « Moins de services, moins de personnels, moins d'Etat » va se traduire par des régressions inacceptables tant pour les élèves et les jeunes que pour les personnels.

Les conditions d'encadrement et d'enseignement vont atteindre un point critique. Les écoles, les établissements et les services les plus fragiles verront leurs difficultés accrues, **les inégalités s'accroîtront**. L'offre de formation sera réduite, l'objectif de la réussite de tous les élèves compromis. **Les personnels verront leurs conditions de travail se détériorer davantage**. La précarité s'accroîtra encore. Le pouvoir d'achat continuera de se dégrader et les garanties statutaires sont menacées.

Face à cette politique, les fédérations FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Education estiment que **l'heure est venue d'une riposte d'envergure** pour obtenir un nouveau budget et donner un nouvel élan au système éducatif.

Elles appellent les personnels à participer massivement à la grève et aux manifestations du 20 novembre dans le cadre de l'action Fonction publique.

 **Rendez-vous à 9 h devant la préfecture**

4 raisons de faire grève le 20 novembre

Le président de la République a défini dans un discours à Nantes le 19 septembre son projet pour « la Fonction publique du XXI^{ème} siècle »

NOUS VOULONS UN SERVICE PUBLIC RÉPONDANT MIEUX AUX BESOINS DE TOUTE LA POPULATION

MISSIONS

LE PREMIER MINISTRE RÉPOND MOINS DE SERVICES, MOINS DE PERSONNELS, MOINS D'ÉTAT

Moins d'éducation, moins de santé, moins de services publics mais plus de privatisations (eau, collecte des déchets, Poste, énergie...) ils veulent comme le demande le Medef « *sortir de 1945, et (de) défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* » (Denis Kessler). C'est aussi le système solidaire de protection sociale qui est attaqué.

L'abandon du concours d'entrée, l'instauration d'un « pécule de départ » vers le privé et le choix d'un contrat de droit privé « négocié de gré à gré » détruirait définitivement le statut de la fonction publique qui a permis que se constitue en France une « fonction publique intègre, professionnelle et impartiale. » Rapport du conseil d'État de 2003.

Le dynamitage du statut, l'abandon des fondements du service public, l'égalité comme la continuité, représentent une véritable « contre-révolution culturelle » porteuse d'aggravation des inégalités sociales et territoriales.

NOUS EXIGEONS LE RATTRAPAGE DU POUVOIR D'ACHAT ET UNE REFORTE DE LA GRILLE INDICIAIRE

SALAIRES

LE GOUVERNEMENT RÉPOND PAR DES MESURES « CIBLÉES », LES HEURES SUP ET LE MÉRITE

Les agents de la Fonction Publique ont perdu près de 7% de leur pouvoir d'achat depuis 2000. Il leur manque environ 50 jours de salaire. Les carrières sont de moins en moins attractives surtout en début de grille.

« *La mise à plat des modalités de rémunérations est, je le sais bien un grand chantier difficile. (...) Mais avant tout il faut parler des heures supplémentaires.* » N. S.

Ils veulent troquer les suppressions de postes contre les heures sup. C'est un marché de dupes qui va dégrader les conditions de travail de tous au profit de quelques-uns.

« *C'est dans cet esprit que je veux ouvrir le chantier de l'individualisation des rémunérations pour qu'il soit davantage tenu compte du mérite.* » N. S.

Qui choisira les « méritants » ? Sur quelle base ? Et les autres ?

NOUS VOULONS LA QUALITÉ ET L'EFFICACITÉ DES SERVICES PUBLICS ET LA FIN DE LA PRÉCARITÉ

EMPLOIS

« JE ME SUIS ENGAGÉ À NE PAS REMPLACER UN FONCTIONNAIRE SUR DEUX PARTANT À LA RETRAITE »

Les chiffres sur l'emploi (État)

2003	2004	2005	2006	2007	2008
- 993	- 4 537	- 7 392	- 5 430	- 15 032	- 22 921

Annonces sur les quatre années 2009 à 2012 : – 120 000 à – 150 000.

Il va falloir, en effet, « travailler plus » pour tous ceux qui resteront. Il faudra aussi réduire les missions de service public, les privatiser.

Travailler tous : Ces suppressions ont conduit au chômage, ou menacent une partie des agents non titulaires, qui représentent environ 15% des personnels

LA FSU DÉFEND POUR TOUS LES SALARIÉS UN TAUX DE 75 % À 60 ANS POUR 37 ANNUITÉS ET DEMIE

RETRAITE

VERS LES 41 ANNUITÉS EN 2012 ?

Sans égard pour le processus inscrit dans la loi, le Premier ministre vient d'annoncer l'allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite au taux maximum : 41 annuités en 2012, tout en avançant d'autres sujets : les avantages familiaux et conjugaux, la révision du dispositif des carrières longues et l'objectif du minimum de pension.

Le gouvernement continue de faire le choix de la baisse des pensions et entretient la défiance vis-à-vis des régimes par répartition.

Sarkozy oppose « les petites retraites » et « les faibles pensions de réversion » aux « privilèges » des régimes spéciaux. Le défenseur du bouclier fiscal oublie que les réformes Balladur et Fillon sont des machines à fabriquer des petites pensions.

Débattons : face à l'accroissement de la population âgée, doit on procéder par l'accroissement du financement mutualisé et solidaire ou faire appel à l'épargne individuelle ?